

## Estuaire/Département de la Noya/Cocobeach/Religion catholique/Paroisse "Notre Dame de la Miséricorde"

### La fête patronale se termine par une prière sur l'état de la route



Le Père Pierre et ses collègues dirigeant la messe.



Parmi les fidèles, le membre du bureau politique du PDG, Fidèle Angoué Mba (d).



Une vue de la paroisse Notre Dame de la Miséricorde.

Olivier NDEMBI  
Cocobeach/Gabon

DEBUTÉE une semaine plus tôt par un pèlerinage - près de 200 fidèles ont parcouru en cinq jours l'axe routier Ntoun-Cocobeach, long de 83 kilomètres -, la fête patronale de la paroisse "Notre Dame de la Miséricorde" de Cocobeach s'est terminée samedi dernier par

une messe solennelle. Au cours de cette assemblée, prêtres et laïcs ont appelé Dieu à intervenir pour le revêtement de ladite route en bitume.

Cette homélie a vu la présence de plusieurs centaines de chrétiens issus des onze chapelles du département de la Noya, des délégations religieuses d'autres localités venues épauler le Père Pierre, curé de la paroisse, des autorités locales et du membre du bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG)

pour le premier siège de la Noya, Fidèle Angoué Mba. Ici, tout ou presque aura tourné autour de la miséricorde, cette disposition du cœur de Dieu à manifester sa tendresse, sa bonté ou sa compassion aux hommes dans la personne de Jésus, et dont devraient se parer les croyants. C'est aussi le trait dominant de "Notre Dame de la Miséricorde", la patronne de la paroisse de Cocobeach dont la statue était clairement mise en évidence.

La réhabilitation de la route Ntoun-Cocobeach, l'une des requêtes adressées à Dieu pour qu'il soumette les cœurs des décideurs à "la miséricorde" envers les populations de ce tronçon, a donc occupé une bonne partie de l'intervention du curé. Tant sa dégradation, surtout en saison pluvieuse, alimente les conversations des habitants de la contrée, victimes de l'enclavement par cet état de fait.

À cause du mauvais état de la route, le coût du trans-

port Libreville-Cocobeach est passé de 5 000 francs au double ! Un fait intenable pour une population déjà en proie à une trop grande précarité.

Autre problème provoqué par cette situation déplorable de la voie de communication de Cocobeach: l'arrêt actuel des travaux de construction d'un terrain de basket de l'église, le transport des matériaux ne pouvant plus se faire convenablement. D'où le regret du Père Pierre. Le curé a enfin dressé un

bilan de l'année jubilaire, se caractérisant, entre autres, par une centaine de nouveaux convertis au niveau de la paroisse.

La fête s'est achevée autour d'un repas copieux, ce moment que tout le monde attendait, et qui a permis aux 194 pèlerins et aux autorités de partager ce qu'il y a de mets succulents dans la Noya.

Située en plein cœur de la commune de Cocobeach, l'église Notre Dame de la Miséricorde a été fondée en 1957, indique-t-on.

## Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Environnement

### Le Roscevac s'implante à Mouila

F.N  
Mouila/Gabon

DANS le cadre de la mise en œuvre du processus du Réseau des organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (Roscevac) dans la province de la Ngounié, un atelier de lancement officiel du projet d'appui au renforcement des capacités des acteurs de la société civile pour une implication plus accrue des communautés locales, s'est tenu dernièrement à l'Hôtel de Ville de Mouila. Organisée par l'ONG Croissance saine environnement, membre du Roscevac, avec l'appui de quelques partenaires financiers et techniques, cette formation à l'intention des directeurs et chefs de services, des acteurs de la société civile et des opérateurs économiques (Olam Palm et Sobraga, notamment) était présidée par le gouverneur de la province de la Ngounié, Benjamin Bangué Mayoubi. Elle portait sur la thématique de l'opérationnalisation des comités locaux de développement, en vue d'assurer la veille, l'alerte et le suivi régulier des activités des sites industriels productifs. Ces assises ont montré que l'implication des autorités dans la gouvernance clima-



Les officiels, parmi lesquels le gouverneur Benjamin Bangué Mayoubi, ouvrant les travaux.

tique est très attendue par toutes les parties dans le cadre de l'initiative en vue de la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière (REDD+) dans la préservation de l'environnement.

C'est pourquoi, en ouvrant les travaux, le gouverneur a émis le vœu que ce projet permette de veiller quotidiennement sur les activités des compagnies d'exploitation forestières et agro-industrielles de la Ngounié. De même, il a exhorté les responsables de ce projet à mener des études et contre-études d'impact environnemental et social de tous les projets développés dans la province et à procéder à des prélèvements. Ainsi donc, l'atelier s'est appliqué à sensibiliser non seulement les autorités lo-



Le coordonnateur provincial Yvon Martial Nzanzi Miyakou installé par le gouverneur.



L'assistance lors du lancement du projet.

cales, mais également les administrations publiques et les opérateurs privés exerçant dans la province, afin de leur présenter

l'étendue du projet sur le plan national, dans le cadre du nouveau partenariat en voie de conclusion avec les autorités.

D'ailleurs, dans la foulée des échanges, le coordonnateur provincial du Roscevac, Yvon Martial Nzanzi Miyakou a été installé par le

gouverneur. Il a désormais la charge de sensibiliser et mener les activités de veille, de suivi et évaluation de prélèvement. "Il est aujourd'hui important que la société civile ait des résultats des études d'impact et contre-études dans le cadre de l'environnement et du social. Histoire d'avoir des données factuelles, quantifiables et mesurables", a-t-il estimé. D'où la nécessité de renforcer les capacités des communautés locales. Notamment les associations, ainsi que les populations tributaires des forêts. Et de voir dans quelle mesure elles doivent être accompagnées dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus.

Pour le président exécutif du Roscevac, Nicaise Moulombi, les assises de Mouila devraient permettre d'asseoir les bases de la constitution d'un réseau d'acteurs responsables de la collecte des données fiables et régulières devant permettre, à terme, de réaliser des interactions sur l'environnement. "En effet, le rôle de la société civile est d'accompagner le développement impulsé par les gouvernants. Ce développement se fait dans le respect des engagements des différents instruments internationaux auxquels a souscrit volontairement le Gabon (...) à travers les objectifs zéro déforestation".